

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

COMITE DE REDACTION

DECLARATION INTERNATIONALE DES DROITS DE L'HOMME

PREMIERE SESSION

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA TREIZIEME SEANCE

Tenue à Lake Success, New-York, le vendredi 20 juin 1947, à 14 h. 30.

Présents :

Présidente :	Mme Eleanor Roosevelt	(Etats-Unis d'Amérique)
Vice-Président	M. P.C. Chang	(Chine)
Rapporteur :	M. Charles Malik	(Liban)
Membres :	M. Ralph L. Harry	(Australie)
	M. H. Santa Cruz	(Chili)
	Professeur René Cassin	(France)
	M. Geoffrey Wilson	(Royaume-Uni)
	Professeur V. Koretsky	(Union des Républiques socialistes soviétiques)

Organisations non gouvernementales :

Mlle Toni Sender (Fédération américaine du Travail)

Secrétariat : Professeur J.P. Humphrey (Secrétaire du Comité)  
M. Edward Lawson.

I. Examen de nouveaux textes suggérés par le représentant de la France pour les articles de la Déclaration internationale des droits de l'homme (Document E/CN.4/AC.1/W.2/Rev.2)

LA PRESIDENTE propose au Comité d'aborder l'examen de l'article 11 car, fait-elle remarquer, l'article 10, bien que l'examen n'en soit pas terminé devrait figurer dans le projet de texte préparé par le représentant de la Chine. Parlant en qualité de membre du Comité Mme Roosevelt estime qu'il y a lieu d'ajouter au texte la disposition figurant à l'article 26 de

la proposition des Etats-Unis et aux termes de laquelle nul ne peut être condamné deux fois pour le même crime.

Article 11

La PRESIDENTE donne lecture de l'article 11 et ajoute que les Etats-Unis proposent de supprimer la deuxième phrase.

M. WILSON (Royaume-Uni) appuie cette proposition et ajoute que le but essentiel de cet article est l'abolition de l'esclavage. La question du travail forcé sera traitée dans la Convention et devra alors faire l'objet d'un examen minutieux. M. CHANG (Chine) se range à cet avis.

Le Professeur CASSIN (France) pense qu'il faut développer l'article, et non l'abréger; il propose d'ajouter les mots : "l'esclavage..... est interdit sous toutes ses formes". Il existe des formes détournées d'esclavage qui sont en fait rigoureuses; par exemple, la condition des personnes déportées en Allemagne était certainement pire que celle des esclaves d'autrefois. Si le Comité veut supprimer le deuxième alinéa, il y aurait peut-être lieu d'ajouter en note que cette question doit être traitée dans une certaine convention.

La PRESIDENTE propose de supprimer la deuxième phrase; le texte de l'article serait alors le suivant.: "L'esclavage, incompatible avec la dignité humaine, est interdit sous toutes ses formes"; on indiquerait en note que l'article pourrait être développé dans une convention. Cette proposition est acceptée.

M. CHANG (Chine) estime que les membres du Comité devraient peut-être préciser ce qu'ils entendent par convention. Dans le cas de cet article, il se peut qu'il soit impossible de le rendre plus explicite dans une convention, alors qu'il peut être précisé dans un commentaire. Certaines dispositions peuvent être précisées par un simple commentaire, d'autres peuvent être sanctionnées par une convention.

La PRESIDENTE déclare qu'en employant le mot "sanctionnées", M. Chang implique justement ce que l'on voudrait faire par une convention.

#### Article 12

La PRESIDENTE donne lecture de l'article 12.

M. WILSON (Royaume-Uni) signifie son accord de principe, mais déclare qu'il y a un nombre très considérable d'exceptions à envisager. Il s'oppose au mot "inviolable"; à son avis, l'article doit porter qu'il faut "respecter" le caractère sacré du domicile et le caractère privé de la correspondance - en faisant, à cet endroit, mention de la réputation.

Le Professeur CASSIN (France) déclare qu'il faut éviter le mot "inviolable"; d'autre part, la vie privée, le domicile, la correspondance et la réputation doivent être respectés, si l'on n'affirme pas que la loi doit en assurer le respect, on laisserait croire que ces droits souffrent des restrictions légitimes, ce qui ne peut être toléré. Il propose le texte suivant : "L'inviolabilité de la vie privée, etc... sont respectés et réglementés par la loi".

M. WILSON (Royaume-Uni) déclare préférer les mots : "sont respectés" à "sont protégés par la loi".

M. HARRY (Australie) propose de rédiger l'article comme suit : "Le caractère privé du domicile et de la correspondance et le respect de la réputation doivent être protégés par la loi".

M. WILSON (Royaume-Uni) déclare ne pas vouloir ergoter sur les mots, mais il se demande au fond de lui-même si ces mots sont bien appropriés.

La PRESIDENTE parlant en qualité de membre du Comité déclare préférer les mots "protégés par la loi", mais estime que ce sont là de ces questions de rédaction dont la Commission doit décider elle-même.

Le Professeur CASSIN (France) fait remarquer que le mot "secret", comme équivalent de "caractère privé" peut s'appliquer à la correspondance, mais non

au domicile. C'est une question de droit et de loi aussi bien que de vocabulaire. C'est pourquoi il estime qu'on doit conserver les mots "inviolabilité du domicile" qui sont employés par la législation et la jurisprudence de tous les pays. Supprimer les mots "inviolabilité du domicile" c'est revenir en arrière.

M. SANTA CRUZ (Chili) estime, avec le représentant de la France, qu'il faut conserver ces mots.

La PRESIDENTE demande au membres du Comité s'ils accepteraient le texte suivant : "Le droit à l'inviolabilité du caractère privé du domicile et de la correspondance, et le respect de la réputation de chacun sont protégés par la loi".

M. WILSON (Royaume-Uni) répète que ces choses ne sont pas inviolables; il y a toutes sortes de gens qui ont le droit de pénétrer chez lui pour voir ce qui s'y passe, comme par exemple, les fonctionnaires de certains services publics. Le but de cet article est d'assurer le caractère privé du domicile non son inviolabilité. Il ajoute qu'il est satisfait du texte proposé par le représentant de l'Australie: "Le caractère privé du domicile, de la correspondance et le respect de la réputation de chacun seront protégés par la loi".

La PRESIDENTE fait remarquer qu'il y a deux solutions. On a proposé de conserver le mot "inviolabilité" en rédigeant l'article comme suit : "l'inviolabilité du caractère privé du domicile, de la correspondance, et le respect de la réputation de chacun sont protégés par la loi". Le Comité peut donc proposer deux variantes, le texte du représentant de l'Australie et ce dernier texte. Cette proposition ne rencontre aucune opposition.

#### Articles 1, 2, 3 et 4

La PRESIDENTE demande au représentant de l'Australie de donner lecture de ses propositions concernant les articles 1, 2, 3 et 4.

M. HARRY (Australie) dit que ses propositions ne sont ni originales ni nouvelles, mais qu'elles combinent les diverses idées qui ont été imposées au sujet du sens à donner aux premiers articles de la Déclaration et qu'elles s'inspirent également de Déclarations antérieures. Si l'on pense que les mots entre parenthèses à la première ligne sont maladroits et manquent de concision, on pourrait ajouter une troisième phrase introduisant la notion de non-discrimination. Le texte de sa proposition est le suivant : "Tous les hommes (sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion) naissent libres et égaux et possèdent certains droits inaliénables indispensables à leur vie d'êtres raisonnables, frères au sein de la famille humaine. Ces droits ne sont limités que par les droits égaux des autres en tant qu'individus et par les devoirs de l'homme envers la société grâce à laquelle il peut développer son esprit, son intelligence et son corps dans une liberté plus grande".

M. WILSON (Royaume-Uni) propose de substituer les mots "à leur vie d'êtres doués de raison et de conscience" aux mots "leur vie d'êtres raisonnables".

M. MALIK (Liban) déclare que, même si la proposition du représentant de l'Australie parvient à combiner les idées exprimées par les articles 1, 2 et 3, il préfère cependant voir figurer au début de la déclaration des phrases courtes et simples. Il estime préférable de commencer par les mots : "Tous les hommes sont frères" suivis d'une phrase courte, comme dans l'article 1. Il appuie la proposition du représentant du Royaume-Uni définissant l'homme comme un être "doué de raison et de conscience". Il préfère les articles 1, 2, 3 et 4 sous leur forme actuelle avec certaines modifications.

Le Professeur CASSIN (France) fait remarquer que la proposition australienne ne fait aucune mention de la dignité de l'homme; il propose au Comité, sans exclure des modifications éventuelles de rédaction, de présenter

à la Commission des droits de l'homme deux variantes : la première présenterait les quatre articles séparément, et la deuxième serait le texte proposé par le représentant de l'Australie.

M. CHANG (Chine) convient, avec le représentant du Liban, qu'il faut rédiger les premiers articles sous forme de phrases courtes et denses mais, à son avis, la proposition de l'Australie est intéressante et importante. D'accord avec le représentant du Royaume-Uni, il pense qu'il y a lieu d'ajouter le mot "conscience", mais il faut également prévoir, en plus de "raison" quelque terme qui introduise un point de vue moral. Il propose de conserver l'article 1 sous sa forme actuelle : "Tous les hommes sont frères. Comme êtres doués de raison et de conscience, et membres d'une seule famille, ils sont libres et sont égaux en dignité et en droits". Les articles 2, 3 et 4 devraient être combinés pour constituer l'article 2 (emprunté de la proposition australienne), comme suit : "Ces droits ne sont limités que par les droits égaux d'autrui. L'homme a également des devoirs envers la société grâce à laquelle il peut développer son esprit, son intelligence et : son corps dans une liberté plus grande."

Le Professeur CASSIN (France) déclare que les termes adoptés pour les articles 2, 3 et 4 ont un caractère pratique, mais que la Commission devra trancher elle-même la question de savoir si elle doit se limiter à rechercher un texte pratique de ce genre ou si elle doit affirmer et proclamer les principes eux-mêmes. D'accord avec le représentant de la Chine, il estime qu'il faut présenter à la Commission le projet initial d'article 1 et supprimer une des variantes de l'article 3. La Commission n'aurait le choix qu'entre deux solutions : combiner les articles 2, 3 et 4 selon la proposition australienne, ou les conserver sous forme d'articles distincts comme dans le document présenté au Comité.

Le Professeur KORETSKY (Union des Républiques socialistes soviétiques) n'estime pas nécessaire de rechercher une rédaction plus précise puisque toutes

les formules adoptées actuellement le sont sous réserve. Il fait remarquer toutefois que le premier projet contenait les termes : "Les hommes ont le droit à la vie comme êtres doués de raison" ce qui pourrait causer des malentendus et être interprété comme justifiant le meurtre, par les fascistes, des déficients mentaux sous prétexte qu'ils n'étaient pas des êtres humains raisonnables. Il fait également ressortir qu'il semble que certains membres ont accepté l'expression "tous les hommes" en assumant qu'elle s'applique à toutes les personnes. Il croit cependant que cela reflète la conception historique de la supériorité de l'homme sur la femme et qu'il faut modifier ce membre de phrase de manière à préciser qu'il s'applique à tous les êtres humains. Il est hostile à ce traditionalisme qui laisse sous-entendre que l'homme ne constitue qu'une moitié de l'espèce humaine et non l'espèce entière.

M. HARRY (Australie) croit le problème insoluble; il ne peut trouver un autre mot pour remplacer "hommes". Il ajoute que la Charte elle-même parle d'"espèce humaine" (mankind) et non pas "d'espèce humaine et espèce féminine" (mankind and womankind). Il est également difficile de donner un sens général à la phrase "tous les hommes sont frères".

Le Professeur KORETSKY (Union des Républiques socialistes soviétiques) ajoute qu'en russe le terme qui désigne "tous les êtres humains" comprend les hommes et les femmes.

La PRÉSIDENTE fait remarquer qu'on a pris l'habitude d'utiliser les mots "genre humain" (mankind) pour désigner les hommes et les femmes sans distinction. Pour sa part, elle ne voit pas d'inconvénient à cet emploi du mot.

Le Professeur CASSIN (France) déclare qu'il considérerait l'article 21 comme adopté. On donnerait ensuite en variante, dans une colonne, le texte intégral du projet de l'Australie et dans une autre colonne l'article 2 du projet initial suivi de la deuxième version de l'article 3,

puis l'article 4.

Après discussion, la PRESIDENTE declare que les articles 1, 2, 3 et 4 seront présentés de la manière suivante : article 1' : "Tous les hommes sont frères. Comme êtres doués de raison et de Conscience, ils sont membres d'une seule famille. Ils sont libres et égaux en dignité et en droits". Le texte serait ensuite subdivisé en 2 colonnes : d'un côté les articles 2, 3 et 4, l'article 2 étant rédigé comme suit : "La mission de la société est de donner à tous ses membres une possibilité égale de développer pleinement leur corps, leur esprit et leur personnalité". Viendraient ensuite l'article 3, "L'homme ne pouvant vivre et réaliser ces fins sans l'aide et l'appui de la société, chacun a, vis-à-vis de celle-ci, des devoirs fondamentaux: l'obéissance à la loi, l'exercice d'une activité utile, l'acceptation des charges et des sacrifices exigés par le bien commun", et l'article 4, "Les droits de chacun sont limités par ceux d'autrui". En regard figurerait l'article 2 suivant: "Ces droits ne sont limités que par les droits égaux d'autrui L'homme a également des devoirs envers la société grâce à laquelle il peut développer son esprit, son intelligence et son corps dans une liberté plus grande." Aucune objection n'étant formulée, la PRESIDENTE declare cette présentation adoptée. Parlant en qualité de membre du Comité, la PRESIDENTE déclare que les propositions présentées par les Etats-Unis à la douzième séance, ne seront probablement pas insérées sous forme d'articles. Elle se réserve néanmoins le droit d'ajouter une note, ce que chacun doit pouvoir faire.

#### Article 13

La PRESIDENTE donne lecture de l'article 13 et invite les délégués à présenter leurs observations.

M. WILSON (Royaume-Uni) fait remarquer que c'est là une autre question qui doit être examinée par la Sous Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités puisque son but essentiel est de combattre les distinctions fondées sur la race et la couleur, le lieu



où les hommes peuvent vivre et la manière dont ils peuvent se déplacer. Il souligne également que cet article n'est valable que sous réserve des droits de propriété privée.

M. CHANG (Chine) déclare réserver sa position car il se rend compte également des difficultés que présentent les réserves à faire. Il propose à titre de modification de forme, de commencer la phrase par les mots "Tout individu", au lieu de la commencer par les mots "Sous réserve de".

La PRESIDENTE, parlant en qualité de membre du Comité, déclare que les Etats-Unis se réserveront peut-être le droit de formuler des réserves sous forme de note,

M. MALIK (Liban) fait remarquer que l'article vise à garantir la liberté de mouvement à l'intérieur du pays, sous réserve des conditions mentionnées par le représentant du Royaume-Uni, ainsi que la liberté d'émigrer et le droit de changer de nationalité. Il se demande toutefois si le terme "émigré" couvre le simple fait de voyager dont il doit également être fait état.

La PRESIDENTE demande à la Commission si elle accepte le texte suivant : "Tout individu peut librement circuler et choisir librement sa résidence à l'intérieur de l'Etat; il peut également voyager, émigrer ou s'expatrier".

Le Professeur CASSIN (France) pense qu'il serait préférable de reporter la réserve à la fin de l'article. Il reconnaît la justesse des observations formulées par le représentant du Royaume-Uni au sujet de certaines restrictions indispensables. Des textes qui proclament des libertés inconditionnelles présenteraient éventuellement certains dangers pour des Etats qui, par exemple, se verraient envahis par 500.000 personnes en un seul jour. Il estime qu'il y a lieu d'ajouter à la fin de l'article qu'il s'applique sous réserve de toute mesure législative d'ordre général réglementant la liberté de mouvement. Il est même partisan d'ajouter une note disant que c'est là une question qui pourrait figurer dans une convention.

La PRESIDENTE déclare que si l'on adopte la proposition du représentant de la France, l'article se lirait comme suit "Tout individu peut librement circuler et choisir librement sa résidence à l'intérieur de l'Etat; il peut également voyager, émigrer ou s'expatrier sous réserve des mesures législatives d'ordre général prises en vue de la sécurité et de l'intérêt commun".

M. SANTA CRUZ (Chili) propose de remplacer les mots "émigrer ou s'expatrier" par "quitter le territoire".

M. WILSON (Royaume-Uni) propose les mots "est libre de quitter tout pays y compris le sien", texte du projet du Royaume-Uni.

M. MALIK (Liban) suggère d'employer l'expression "sont également libres de" au lieu de "peuvent également". Il propose aussi, conformément aux observations formulées par le Royaume-Uni, d'ajouter une expression telle que "sous réserve des règlements relatifs à la propriété privée"

La PRESIDENTE déclare qu'à son avis, la disposition : "sous réserve des mesures législatives d'ordre général prises en vue de la sécurité et de l'intérêt commun" résout cette question.

M. WILSON (Royaume-Uni) estime qu'en introduisant cette restriction on réduit cette disposition à une clause de non-discrimination. Si l'on veut aller plus loin, il faut entrer dans beaucoup plus de détails. Il a mentionné la propriété privée afin de souligner une lacune de cet article. A son avis, il faut d'abord considérer la question sous l'angle des mesures discriminatoires.

La PRESIDENTE propose, pour répondre à la question soulevée par le représentant du Royaume-Uni, de présenter l'article à la Commission des droits de l'homme sous la forme suivante : "Tout individu peut librement circuler et choisir librement sa résidence à l'intérieur de l'Etat", en faisant observer que ce texte n'est pas définitif car, d'une part, il doit être renvoyé à la Sous-Commission de la lutte contre les

mesures discriminatoires et de la protection des minorités, et, d'autre part, il doit faire état du droit de tout individu, à se rendre dans tout pays ou à quitter tout pays, y compris le sien, du droit de s'expatrier, ainsi que d'autres questions. Parlant en qualité de membre du Comité, elle ajoute que les Etats-Unis désireraient conserver l'expression "droit de s'expatrier".

M. CHANG (Chine) déclare qu'il vaut mieux ne pas aller plus loin au stade actuel. Il ajoute que son attention s'est portée sur la possibilité de présenter la déclaration sous forme d'articles accompagnés de commentaires. Dans le cas présent, il n'est pas nécessaire d'ajouter un commentaire à chaque article, mais il pense que les articles eux-mêmes doivent être brefs, et que s'ils ne sont pas clairs, ils devront être suivis d'un commentaire. Pour cet article en particulier, il juge utile d'avoir un commentaire explicatif.

La PRESIDENTE rappelle qu'il a été proposé de supprimer la première phrase et de commencer l'article par : "Tout individu ...." en conservant ensuite le texte actuel accompagné d'un commentaire.

M. WILSON (Royaume-Uni) préfère l'expression "changer de nationalité" au mot "s'expatrier".

Le Professeur CASSIN (France) fait observer que dans une déclaration des droits qui peut également entraîner l'élaboration de conventions, il ne faut pas faire de promesse que l'on ne puisse tenir. Les délégués savent que les gouvernements doivent parfois s'opposer à des mouvements de populations, pour des raisons économiques telles que le manque de nourriture dans une certaine région. Si l'on établit un texte sans réserves et sans commentaires, on risque de provoquer des déceptions.

Le professeur KORETSKY (Union des Républiques socialistes soviétiques) rappelle que l'émigration a fourni la base du peuplement des Etats-Unis et déclare que le projet actuel ne tient pas compte des circonstances historiques de ce genre. Il fera ultérieurement une déclaration plus complète sur le contenu de cet article.

Le professeur CASSIN (France) pense qu'au lieu de l'expression "sous réserve des mesures législatives d'ordre général ..." il y aurait lieu d'employer les mots: "cette liberté peut éventuellement être réglementée".

Le PRESIDENT déclare qu'en l'absence de toute objection, le texte suivant sera considéré comme adopté: "Tout individu peut librement circuler et choisir librement sa résidence à l'intérieur de l'Etat; il peut également émigrer ou s'expatrier. Cette liberté peut éventuellement être réglementée par toutes mesures législatives d'ordre général prises en vue de la sécurité et de l'intérêt commun."

Le professeur KORETSKY (Union des Républiques socialistes soviétiques) fait remarquer que, si la Présidente déclare qu'il n'y a pas d'objections, cela ne revient pas tout à fait à dire que l'article est adopté. Il préférerait que la Présidente déclare simplement que le Comité passe à l'article suivant. Sinon, il serait obligé chaque fois de déclarer qu'il réserve sa position.

La PRESIDENTE déclare avoir voulu signifier que le Comité autorise l'envoi de ce texte à la Commission, ce qui n'empêche pas de le modifier ultérieurement.

#### Article 14

La PRESIDENTE donne lecture de l'article 14 et demande s'il y a des observations.

Le professeur KORETSKY (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit que cet article, sous cette forme générale, semble ne pas tenir compte du contenu de la déclaration de Moscou sur les criminels de guerre, et il

demande si l'on ne formulerait pas une réserve dans ce sens.

Le professeur CASSIN (France) reconnaît que le sens du mot "persécution" n'a peut-être pas été suffisamment précisé. Ce qu'il entend, c'est la persécution pour opinions politiques, religieuses ou autres. Il désire réserver la question des criminels en général et des obligations des Etats en matière d'extradition, qui peuvent également s'appliquer aux criminels de guerre. Il suggère de préciser que cette disposition vise la persécution subie en raison d'idées, d'opinions ou de croyances.

La PRESIDENTE propose le texte suivant: "Tout homme a le droit de se soustraire aux persécutions dont il est l'objet à raison de ses croyances religieuses ou de ses opinions politiques, en cherchant asile ... etc..."

Le professeur CASSIN (France) propose la formule "... pour des raisons politiques, religieuses ou raciales..."

M. HARRY (Australie) déclare que certaines exceptions qui figurent dans la plupart des dispositions relatives à l'extradition, pourraient inversement offrir un texte approprié. Il propose au lieu de "chercher asile", "le droit de se réfugier sur le sol de l'Etat qui consentirait à lui accorder asile". Le texte de l'article serait alors le suivant: "Tout homme a le droit de se soustraire aux persécutions fondées sur les opinions en matière politique ou autre, ou fondées sur des préjugés raciaux, en se réfugiant sur le sol de l'Etat qui consent à lui accorder asile".

La PRESIDENTE déclare qu'à son avis cet article doit figurer sous cette forme qui donne satisfaction à tous les membres du Comité, en l'accompagnant, le cas échéant, de commentaires sur le fond. Personnellement, elle ne croit pas nécessaire d'avoir d'autre commentaire.

#### Article 15

La PRESIDENTE donne lecture de l'article 15 et, parlant en qualité

de membre du Comité, déclare qu'elle supprimerait volontiers les mots "le cas échéant" puisque chacun doit avoir le droit de se faire représenter par son conseil chaque fois qu'il le désire.

Le professeur CASSIN (France) fait remarquer que, dans certains pays, le recours à un conseil est garanti en matière civile mais ne l'est pas dans les tribunaux jugeant du criminel. Il souligne que l'article tout entier résulte d'une combinaison de trois autres articles; en effet, on a fait remarquer, à juste titre, que l'expression "personnalité juridique" est plutôt abstraite, et qu'il vaut mieux mentionner le droit de contracter mariage et d'avoir accès à des tribunaux impartiaux.

M. WILSON (Royaume-Uni) déclare être d'accord avec la Présidente au sujet des mots "le cas échéant" et pense que toute la phrase où figure ce mot serait plus à sa place dans une convention que dans le présent document. Il s'oppose également à la disposition concernant le droit de contracter mariage; si l'on vise l'abus qui consiste à refuser aux étrangers le droit au mariage en faisant usage d'artifices techniques de toutes sortes, il faut traiter le sujet comme une question discriminatoire. Ce principe s'applique également à bien d'autres questions, et intervient lors de la conclusion de n'importe quel contrat. Selon lui, il n'y a aucune raison pour s'attacher à un cas particulier, quelque important qu'il soit.

Le professeur KORETSKY (Union des Républiques socialistes soviétiques) d'accord avec le représentant du Royaume-Uni, pense que cette question doit être traitée sur la base de la non-discrimination. Il ne convient pas de considérer le droit de contracter mariage comme un droit spécifique à énoncer dans la Déclaration. Toutefois, il ne peut admettre qu'on assimile le mariage à tout autre contrat.

La PRESIDENTE, parlant en qualité de membre du Comité déclare que l'expression "personnalité juridique" a peut-être un sens pour les juristes, mais elle n'en a guère pour les profanes.

M. CHANG (Chine) estime qu'on pourrait combiner le contenu de la première phrase du troisième alinéa de l'article 13 avec quelques-unes des notions contenues dans les nouveaux textes des articles 8, 9 et 10. Il estime que le premier alinéa demande à être précisé.

M. MALIK (Liban) rappelle que dans plusieurs pays d'Orient, il n'y a aucune loi civile sur le mariage, lequel est purement religieux. Il pense que l'application de cette disposition à ces pays donnerait lieu à de graves ambiguïtés.

La PRESIDENTE fait remarquer que la plupart des membres du Comité sont disposés à supprimer le deuxième alinéa et peut-être à le renvoyer à la sous-commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités.

Le professeur CASSIN (France) estime qu'il y aurait lieu de supprimer les mots "de l'Etat" dans le paragraphe traitant du mariage. Mais il tient à souligner l'importance du droit fondamental de tout être humain à fonder une famille; on créerait une impression peu favorable si, après avoir soulevé la question devant l'opinion publique, on l'écartait pour des raisons d'ordre technique. Le Comité peut inviter la Commission des droits de l'homme à étudier à nouveau le problème. En dernier lieu, il reconnaît que le terme "personnalité juridique" doit être précisé; il y a lieu, néanmoins, de déclarer que tout être humain possède normalement des droits et des obligations et a, par conséquent, une "personnalité juridique". Peut-être pourrait-on ajouter quelques mots d'explication. Il propose d'ajouter après "personnalité juridique" le membre de phrase suivant: "c'est-à-dire qu'il lui est dévolu des droits des obligations et des responsabilités".

La PRESIDENTE estime qu'il vaut peut-être mieux conserver simplement l'expression "personnalité juridique".

Le professeur KORETSKY (Union des Républiques socialistes soviétiques) déclare que la question du droit de contracter mariage est une question de mesures discriminatoires à l'égard des femmes; si l'on mentionne cette question, il faut faire également mention de tous les autres domaines où les droits de la femme ne sont pas égaux à ceux de l'homme et énumérer tous les aspects de la vie sociale où la femme n'est pas encore en fait et en droit l'égale de l'homme. A son avis l'expression "personnalité juridique" peut être superflue car elle introduit une notion juridique complexe; elle l'est aussi du fait que l'article 1 établit que tous les hommes sont libres et égaux en dignité et en droits. C'est là une formule générale qui n'a plus d'utilité. Il est partisan de supprimer la première et la deuxième phrase de l'article 15; il serait alors peut-être nécessaire de compléter l'article sur les mesures discriminatoires. Ces mesures jouent encore historiquement un rôle important dans bien des pays, et il est nécessaire de les combattre.

La PRESIDENTE déclare qu'on lui propose le texte suivant: "Tous les hommes ont le droit d'avoir un statut juridique et de jouir des droits civils fondamentaux". Elle fait remarquer que la question du mariage a été discutée par la Commission de la condition de la femme; elle est d'avis que la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, examine les recommandations de ladite Commission et que l'on ajoute à l'article une note à cet effet. Elle pense qu'on peut conserver la troisième phrase, mais que les mots "le cas échéant", dans la phrase qui traite de la représentation par conseil, doivent être modifiés.

Le professeur CASSIN (France) déclare se ranger à l'avis de la Présidente, à condition de préciser que les mots "civil rights" soient traduits en français par "droits civils". Toutefois, il n'approuve pas la proposition du représentant de la Chine tendant à ajouter ce point aux articles 8, 9 et 10, car, fait-il remarquer, ces articles se rap-



portent à des lois pénales, à la liberté et à la sécurité de l'homme, alors que l'article dont s'occupe le Comité est relatif aux droits de la famille, au droit de posséder un patrimoine et d'exercer une profession et à d'autres sujets dont peuvent être saisis certains tribunaux.

M. SANTA CRUZ (Chili) appuie le professeur Cassin (France) et fait observer que presque toutes les législations prévoient des tribunaux pour déterminer les droits civils et politiques et les droits civiques et juridiques de l'individu; d'autres droits découlent de la relation entre l'Etat et l'administration publique, ils constituent "le droit administratif"; certaines législations établissent des tribunaux administratifs qui doivent déterminer les droits des individus à cet égard, et dans d'autres législations, c'est l'Etat lui-même qui détermine ces droits. M. Santa Cruz demande que son observation figure au procès-verbal afin de permettre à la Commission des droits de l'homme d'examiner la question qu'il a soulevée.

Le professeur KORETSKY (Union des Républiques socialistes soviétiques) pense que, si l'article 1 ne répond pas suffisamment aux observations formulées au sujet des droits civils, il faudrait peut-être en préciser les termes. Il considère que le membre de phrase "en se conformant aux lois" ne convient pas, car il peut impliquer que l'on approuve la polygamie qui est encore pratiquée dans certains Etats.

La PRESIDENTE expose la procédure proposée au sujet de cet article.

M. CHANG (Chine) déclare que le troisième paragraphe est encore un peu trop technique pour le profane qui réclame l'égalité, et le respect de sa personne, et désire connaître sa position vis-à-vis des tribunaux. Il a déjà suggéré que, dans la mesure où le premier article pourrait sembler trop technique, et s'il s'agit de préciser les rapports entre les individus et les tribunaux, l'article soit examiné comme se rapportant à la question des relations entre les tribunaux et les individus.

La PRESIDENTE rappelle qu'il a été jugé important au cours de la discussion de prévoir un article mettant en relief le droit à ce que l'on appelle "la personnalité juridique"; le représentant de la France a accepté le texte simplifié qu'elle a proposé. Elle croit, dans ces conditions que les membres seront d'accord pour inclure le troisième alinéa dans l'article,

M. CHANG (Chine) estime préférable de considérer la dernière phrase comme un commentaire plutôt que comme une partie de l'article. Il désire réserver sa position quant au maintien de cet article.

Le professeur CASSIN (France) estime que ce texte est l'un des plus importants de la Déclaration, tant sur le plan national que sur le plan international. Sur le plan national, il signifie que tout citoyen a le droit d'avoir accès aux tribunaux. Sur le plan international, il vise à améliorer la situation des étrangers à cet égard.

La PRESIDENTE estime que la majorité des délégués sont d'avis de conserver cet article. Le premier paragraphe se lirait comme suit: "Tout homme a droit à un statut juridique et à jouir des droits civils fondamentaux". Ce paragraphe serait suivi d'une note indiquant que le droit de contracter mariage a été discuté, mais que les membres sont d'avis que la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités doit revoir les recommandations de la Commission sur la condition de la femme; le dernier alinéa serait ainsi rédigé: "Tout individu peut accéder à des tribunaux indépendants et impartiaux, qui diront quels sont ses droits, ses responsabilités et ses obligations au regard de la loi". Les Etats-Unis ajouteraient une note indiquant qu'ils désirent inclure le texte suivant: "Il doit pouvoir consulter un conseil et se faire représenter par lui", en modifiant la traduction du mot "eventually". En l'absence d'observations, la Présidente déclare l'article adopté.

#### Article 16

La PRESIDENTE donne lecture de l'article 16.

M. HARRY (Australie) propose le texte suivant: "les conditions d'exercice de toutes les occupations et professions de caractère privé, seront les mêmes pour tous".

M. WILSON (Royaume-Uni) estime possible de combiner cet article avec celui qui vise la non-discrimination en matière d'emplois publics.

Le professeur CASSIN (France) déclare qu'il serait peut être juste de ne pas confondre les occupations et professions mentionnées à l'article 16 avec des emplois politiques ou publics; on pourrait ajouter une note déclarant que cette question pourrait faire l'objet d'une convention.

La PRESIDENTE propose de rédiger l'article comme suit: "Les conditions d'exercice de toutes les occupations et professions de caractère privé seront les mêmes pour tous". Une note indiquerait que les droits des étrangers en ce qui concerne le contenu de cet article devront faire l'objet d'une convention.

Le docteur MALIK (Liban) suggère une modification qui ne porte que sur le texte anglais.

La PRESIDENTE propose de combiner les deux idées dans le texte suivant: "Les conditions d'exercice de toutes les occupations et professions n'ayant pas le caractère d'un emploi public seront les mêmes pour tous". Il n'y a pas d'objection et l'article est adopté sous cette forme.

#### Article 17

La PRESIDENTE donne lecture de l'article 17 et rappelle qu'une longue discussion a eu lieu au sujet de cet article. Parlant en qualité de membre du Comité, elle déclare être toujours d'avis qu'il suffit de dire: "Tout individu a droit à la propriété".

M. SANTA CRUZ (Chili) rappelle qu'il a déjà souligné la nécessité de préciser la fonction sociale de propriété. A son avis, il faut faire passer le dernier alinéa en second et le dernier serait : "Nul ne peut être privé de sa propriété que dans l'intérêt public et moyennant une juste indemnité".

M. WILSON (Royaume-Uni) estime toujours qu'il ne faudrait pas faire figurer cet article, en partie pour les raisons exposées par le représentant du Chili au sujet de la fonction sociale de la propriété et aussi parce que le droit de propriété est sujet à un contrôle si étendu dans tous les pays qu'il semble que l'on parle pour ne rien dire. Il rappelle les restrictions énumérées dans la proposition des Etats-Unis au sujet de cet article (document E/CN.4/AC.1/8/Rev.1) et il note que cette énumération suffit à montrer qu'il reste, en fait, bien peu de chose des droits absolus de propriété. Il propose d'ajouter à l'article une note disant que la suppression intégrale de cet article a été proposée. Si on l'inclut, il faudra le faire sous une forme prudente et déclarer que tout individu a droit à posséder des biens suffisants pour lui assurer une existence convenable.

M. HARRY (Australie) hésite à accepter l'article sous sa forme actuelle, et pense qu'on devrait le supprimer.

Le Professeur CASSIN (France) déclare qu'il ne s'oppose pas à ce qu'on intervertisse l'ordre des paragraphes 2 et 3; il estime néanmoins que la procédure la plus sage serait d'envoyer le texte tel quel avec une note disant que le Comité n'a pu se mettre pleinement d'accord sur la question; il désire également voir présenter les propositions des représentants du Royaume-Uni et des Etats-Unis en ajoutant en note qu'il s'agit uniquement d'un texte provisoire.

La PRESIDENTE déclare que, si la Commission est d'accord, le texte sera envoyé sous sa forme actuelle avec les observations du représentant du Royaume-Uni et celles du représentant des Etats-Unis. Personne ne fait d'objection à cette proposition.

#### Article 18

La PRESIDENTE donne lecture de l'article 18.

Le Professeur CASSIN (France) déclare qu'il y a eu une erreur au sujet de cet article, dont le texte devrait être : "Tout homme a droit à une nationalité." Il pense qu'il y a lieu d'ajouter une note indiquant que c'est là une question pouvant faire l'objet d'une convention.

La PRESIDENTE propose de transmettre le texte sous cette forme, avec une note disant qu'il devrait être développé ou examiné à nouveau. Personne ne fait d'objection.

#### Article 19

La PRESIDENTE donne lecture de l'article 19,

M. WILSON (Royaume-Uni) craint que, sous sa forme actuelle, l'article n'ait aucun sens et n'assure de protection à personne. La question des étrangers constitue un problème des plus compliqués et des plus difficiles; il propose de supprimer l'article, car il ne semble pas qu'on puisse le remettre sous une forme acceptable.

La PRESIDENTE propose le texte suivant : "Aucun étranger légalement admis sur le territoire d'un Etat ne peut être expulsé sans avoir été à même de se faire entendre de façon équitable"

Le Professeur CASSIN (France) dit qu'il faudra naturellement prévoir certaines conventions afin de traiter la question plus à fond, mais il ne pense pas qu'il faille supprimer cet article.

La PRESIDENTE propose que le Comité présente le texte qu'elle a proposé, avec une note soulignant qu'il s'agit d'un problème difficile qui, à l'avis de certains membres du Comité, doit mériter un examen plus approfondi. Personne ne fait d'objection.

#### Article 20

La PRESIDENTE donne lecture de l'article 20 et annonce que le Comité a reçu un certain nombre de communications au sujet de cet article. Elle

propose de joindre ces communications au rapport.

Le Professeur HUMPHREY (Secrétariat) fait observer que, de toute manière, toutes les communications seront transmises à la Commission lors de sa prochaine session.

La PRESIDENTE, parlant en qualité de membre du Comité, dit que les mots: "manifestations des différentes convictions" n'ont aucun sens précis; elle préférerait donc les voir supprimer. Il ressort clairement, de la première phrase que chacun jouit d'une entière liberté de conscience et de croyance.

Le Professeur CASSIN (France) déclare qu'il y a une erreur de rédaction et que l'expression devrait être: "manifestations de convictions différentes sur des sujets variés." Il ajoute que l'article cherche à tenir compte du fait que les manifestations du culte ne sont pas les seules manifestations d'opinion, on peut, par exemple, exprimer des opinions d'ordre philosophique.

La PRESIDENTE propose les mots: "convictions différentes"

M. MALIK (Liban) estime qu'il faut mentionner à cet endroit la liberté fondamentale de changer d'opinions et de croyance; il propose la phrase suivante: "la liberté individuelle de pensée, de conscience, et la liberté d'avoir une croyance et d'en changer constituent un droit absolu et sacré"

M. WILSON (Royaume-Uni) pense qu'il y aurait avantage à utiliser une version condensée de l'article correspondant de la proposition de convention présentée par le Royaume-Uni, qui traite de toutes les questions en cause.

M. MALIK (Liban) propose au Comité d'adopter les formules du représentant de la France et d'ajouter en note, à titre de variante, la proposition du Royaume-Uni.

M. CHANG (Chine) reconnaît qu'il serait utile d'inclure les deux variantes, mais il pense que l'expression proposée par le représentant de la France manque de clarte.

La PRESIDENTE reconnaît que "liberté de conscience et de croyance" implique le droit de changer de croyance.

M. MALIK (Liban) explique qu'il désire que le Comité présente, comme variantes, le texte du représentant de la France, avec les modifications proposées par le représentant de la France et par lui-même, et d'autre part, le texte du représentant du Royaume-Uni.

M. CHANG (Chine) propose d'ajouter le texte primitif du représentant de la France comme troisième variante.

Le Professeur CASSIN (France) déclare accepter l'amendement proposé par le représentant du Liban, ~~mais~~ si le Comité désirait présenter des variantes, il ne s'y opposera pas.

M. WILSON (Royaume-Uni) souligne l'importance du droit pour chacun de donner et de recevoir l'enseignement religieux sous toutes ses formes, droit qui figure dans le texte du Royaume-Uni, mais non dans celui du représentant de la France.

La PRESIDENTE déclare que le Comité présentera trois variantes : le texte initial du représentant de la France, ce même texte modifié par les représentants de l'Australie et du Liban, et le texte du représentant du Royaume-Uni. La PRESIDENTE ajoute que le Comité se réunira le lendemain dans l'après-midi à Hyde Park et le lundi matin 23 juin à Lake Success.

La séance est levée à 17 h. 25.

-----